

# Chambre des Représentants.

SESSION DE 1891-1892.

## COMMISSION DES PÉTITIONS DU MOIS DE MARS.

FEUILLETON AU 10 AVRIL 1892.

### PÉTITIONS SUR LESQUELLES LA COMMISSION A STATUÉ.

- | Numéros<br>du<br>feuilleton. | Numéros<br>du registre des<br>pétitions. |  |
|------------------------------|--|--|
| 1.                           | 6966.                                    | Par pétition datée de Santbergen, le 28 février 1892,<br>Le sieur Victor De Decker, à Santbergen, sollicite un<br>secours pour son père.<br><br><i>DÉCISION : Renvoi à M. le Ministre de la Justice.</i>   |
| 2.                           | 6967.<br>6998.                           | Par pétition datée de Tirlemont, le 28 février 1892,<br>Des membres de la « Vlaamsche Wacht », de<br>Tirlemont, réclament l'établissement d'une université<br>flamande ou la création d'une section flamande près<br>d'une des universités de l'État. Ils demandent, en<br>outre, de faciliter l'épreuve d'admission à l'école mili-<br>taire, à l'école des mines, etc., en langue néerlandaise.<br><br>Même demande de membres de la section du « Davids-<br>fonds », de Borgerhout.<br><br><i>DÉCISION : Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur et<br/>de l'Instruction publique.</i> |
| 3.                           | 6968.                                    | Par pétition datée de Gand, le 23 février 1892,<br>Le président et le secrétaire de la « Vlaamsche Con-<br>ferencie der Balie », de Gand, demandent que, confor-   |

Noméros  
du  
feuilleton.

Noméros  
du registre des  
pétitions.

mément aux articles 99 et 100 des lois des 8 mai 1848 et 13 juillet 1853, les prescriptions de la loi du 3 mai 1889 sur l'emploi de la langue néerlandaise en matière répressive soient observées en ce qui concerne toute la plaidoirie devant les conseils de discipline de la garde civique dans les provinces de Flandre occidentale, de Flandre orientale, d'Anvers et de Limbourg, ainsi que dans les arrondissements de Bruxelles et de Louvain, de même qu'en ce qui concerne les rapports et procès-verbaux pour la constatation des infractions.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre de la Justice.*

4. 6970. Par pétition datée de Surlemmez-Couthuin, le 25 février 1892,

Des instituteurs du cercle cantonal de Héron proposent une modification à la loi sur la pension des instituteurs communaux.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur et de l'Instruction publique.*

5. 6971. Par pétition datée de Bruxelles, le 25 février 1892,  
Le sieur Hansoul, à Bruxelles, demande la révision de l'article 118 de la Constitution.

DÉCISION : *Dépôt sur le bureau pendant la discussion des propositions de révision de la Constitution.*

6. 6972. Par pétition sans date,  
6999. Le président et le secrétaire de la « Vlaamsche Taalgilde », d'Alost, signalent diverses violations de la loi du 3 mai 1889 sur l'emploi des langues en matière répressive et réclament l'intervention de la Chambre auprès du Ministre de la Justice pour que les fonctionnaires et les employés de l'ordre judiciaire soient rappelés à la stricte observation de ladite loi.

Même pétition de membres des sociétés « Met Tijd en Vlijt », de Louvain; « De Zennegalm », de Vilvorde; du président et du secrétaire du « Grievencomiteit van den Nederduistchen Bond », d'Anvers.

Même demande du président et du secrétaire de la société « De Vooruitstrevende Geuzen », à Anvers.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre de la Justice*

Numéros du feuilleton	Numéros du registre des pétitions
-----------------------------	---

7.

6974.

Par pétition datée de Bruges, le 23 février 1892.

Le comité de l' « Association des greffiers adjoints » demande le relèvement des traitements des greffiers adjoints des tribunaux de 1<sup>re</sup> instance.

*DÉCISION : Renvoi à M. le Ministre de la Justice.*

8.

6976.

Par pétition datée de Louvain, le 22 février 1892,

Le président et le secrétaire de la chambre de rhétorique « Het Kersouwken », à Louvain, prient la Chambre d'inviter M. le Ministre de la Justice à prendre des mesures sévères pour que la police de Laeken, aussi bien que celle des autres communes flamandes, se conforme aux dispositions de l'article 1<sup>er</sup> de la loi du 3 mai 1889 et rédige ses procès-verbaux en langue néerlandaise. Ils demandent, en outre, que les deux premiers paragraphes de l'article 13 de la loi du 3 mai 1889 soient remplacés par les dispositions qu'ils proposent et que l'article 14 de la même loi soit complété dans le sens qu'ils indiquent.

Même pétition du secrétaire de la « Vlaamsche Wacht », d'Anvers, et d'habitants de Louvain.

*DÉCISION : Renvoi à M. le Ministre de la Justice.*

9.

6977.

Par pétition datée de Bruxelles, le 28 février 1892,

Des habitants de Bruxelles demandent la destitution du commissaire de police d'Uccle.

Même pétition d'habitants de Grand-Bigard.

*DÉCISION : Renvoi à M. le Ministre de la Justice.*

10.

6978.

Par pétition datée de Gand, février 1892,

Le président et le secrétaire de la « Vlaamsche Conferentie der Balie », de Gand, prient la Chambre de voter, au cours de la session actuelle, les dispositions complémentaires qu'ils proposent d'ajouter à la loi du 3 mai 1889 sur l'emploi des langues en matière répressive.

Même pétition du président et du secrétaire de la section du « Davidsfonds », de Hasselt.

*DÉCISION : Renvoi à M. le Ministre de la Justice.*

11.

6981.

Par pétition datée d'Antoing,

Des bouchers et des charcutiers d'Antoing demandent que le service de l'inspection des viandes soit transformé

Numéros du feuilleton.	Numéros du registre des pétitions.
------------------------------	--

en service public communal et, partant, entièrement gratuit pour eux.

Même demande d'habitants d'Attres, Brugelette, Cambron-Saint-Vincent, Chimay, Cuesmes, Couvin, Ellezelles, Genappe, Hensies, Hoogstraeten, Lanaken, Lede, Lens, Mainvault, Perwez, Pommerœul, Quevau-camps, Quenast, Rebecq-Rognon, Rœulx, Rumes, Saintes, Sart-Dame-Avelines, Thourout, Tubize, Uccle, Visé, Warneton, Warquignies.

*DÉCISION : Renvoi à M. le Ministre de l'Agriculture, de l'Industrie et des Travaux publics.*

12.        6982.        Par pétition datée de Saint-Nicolas, le 7 mars 1892,  
Les époux Trouillard, à Saint-Nicolas, réclament l'intervention de la Chambre pour entrer en possession d'une succession dévolue à l'État.

*DÉCISION : Renvoi à M. le Ministre des Finances.*

13.        6983.        Par pétition datée de Liège, le 2 mars 1892,  
6990.        Le sieur Léonard, à Liège, prie la Chambre de voter  
7005.        une loi réglant les conditions d'avancement des fonc-  
7018.        tionnaires et des employés du Ministère des Chemins  
de fer, Postes et Télégraphes.

Même demande d'habitants de Termonde, Charleroi, Anvers, Bruxelles; des sieurs Cartiaux, à Namur, Beer-naerts, à Gand, Gérard, à Liège; d'employés de l'administration des chemins de fer de l'État, à Liège, Anvers, Gand, Bruxelles; d'habitants de Bruxelles, Malines, Liège, Anvers.

*DÉCISION : Renvoi à M. le Ministre des Chemins de fer, Postes et Télégraphes.*

14.        6984.        Par pétition datée de Herenthals, le 21 février 1892,  
Le secrétaire du « Handelsbond », de Herenthals, demande la stricte application des règlements en matière commerciale, relativement aux sociétés coopératives.

*DÉCISION : Renvoi à M. le Ministre de l'Agriculture, de l'Industrie et des Travaux publics.*

- | Numéros<br>du<br>feuilleton. | Numéros<br>du registre des<br>pétitions. |  |
|------------------------------|--|--|
| 15.                          | 6985.                                    | <p>Par pétition datée de Jamoigne, le 28 février 1892,<br/>Des habitants de Jamoigne réclament l'établissement<br/>d'un quai de chargement à la halte de cette localité.</p> <p><i>DÉCISION : Renvoi à M. le Ministre des Chemins de<br/>fer, Postes et Télégraphes.</i></p>   |
| 16.                          | 6987.                                    | <p>Par pétition en date de Buzenol, mars 1892,<br/>Des habitants de Buzenol demandent le rejet du<br/>projet de loi tendant à ériger cette localité en commune<br/>distincte.</p> <p><i>DÉCISION : Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur et<br/>de l'Instruction publique.</i></p>  |
| 17.                          | 6994.                                    | <p>Par pétition en date de Gand, le 1<sup>er</sup> mars 1892,<br/>Le président et le secrétaire du « Snellaertskring »,<br/>de Gand, demandent : 1<sup>o</sup> qu'une enquête sérieuse soit<br/>ouverte au sujet de l'erreur judiciaire dont le sieur<br/>L. Wouters a été victime; 2<sup>o</sup> que le fonctionnaire du<br/>ministère public, en défaut, soit révoqué ou soumis à<br/>des mesures disciplinaires; 3<sup>o</sup> que le sieur Wouters<br/>obtienne une réparation judiciaire, au besoin, par le<br/>vote d'une loi.</p> <p><i>DÉCISION : Renvoi à M. le Ministre de la Justice.</i></p> |
| 18.                          | 6995.                                    | <p>Par pétition en date de Vaux-sous-Chèvremont, le<br/>12 mars 1892,<br/>Le sieur Hardy, à Vaux-sous-Chèvremont, se plaint<br/>de la façon dont la loi sur le droit de licence est<br/>appliquée.</p> <p><i>DÉCISION : Renvoi à M. le Ministre des Finances.</i></p>  |
| 19.                          | 6996.                                    | <p>Par pétition en date de Léau, le 10 mars 1892,<br/>Des instituteurs du cercle de Léau réclament une<br/>modification à la loi sur la caisse des pensions.</p> <p><i>DÉCISION : Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur et<br/>de l'Instruction publique.</i></p>   |
| 20.                          | 7001.                                    | <p>Par pétition en date de Briquemont, le 14 mars 1892,<br/>Le sieur Ballaux, à Briquemont, sollicite un secours.</p> <p><i>DÉCISION : Renvoi à M. le Ministre des Chemins de<br/>fer, Postes et Télégraphes.</i></p>  |

Numéros  
du  
feuillet.

Numéro  
du registre des  
pétitions.

21.

7002.

Par pétition en date de Fleurus, le 12 mars 1892,

La veuve Thirion, à Fleurus, réclame l'intervention de la Chambre afin d'obtenir le secours du bureau de bienfaisance.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre de la Justice.*

22.

7004.

Par pétition en date de Gand, le 12 mars 1892,

Le président et le secrétaire du « Willems-Fonds », de Gand, prient la Chambre de voter les dispositions nécessaires pour que l'école de musique d'Anvers soit élevée au rang de conservatoire royal.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur et de l'Instruction publique.*

23.

7006.

Par pétition en date de Froidmont, le 9 mars 1892,

Le sieur Jérôme, à Froidmont, dont un des fils est mort au service, sollicite une indemnité.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre de la Guerre.*

24.

7010.

Par pétition datée de Matagne-la-Grande, le 15 mars 1892,

Le conseil communal de Matagne-la-Grande réclame l'intervention de la Chambre pour obtenir la révocation d'un fonctionnaire communal.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur et de l'Instruction publique.*

25.

7012.

Par pétition en date de Liège, le 16 mars 1892,

Des bateliers et des industriels de Liège prient la Chambre de faire exécuter divers travaux qu'ils préconisent en faveur du relèvement du batelage sur la Meuse.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre de l'Agriculture, de l'Industrie et des Travaux publics.*

26.

7013.

Par pétition datée d'Ingelmunster, le 16 mars 1892,

Le sieur Duyvejonck, à Ingelmunster, se plaint du retard avec lequel les *Annales parlementaires* parviennent aux abonnés. Il demande que cette distribution soit faite avec célérité.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre de la Justice.*

Numéros du feuilleton.	Numéros du registre des pétitions.
------------------------------	--

27.

7022.

Par pétition datée d'Ypres, le 19 mars 1892,

Le président et le secrétaire du « Cercle commercial et industriel » d'Ypres réclament l'intervention de la Chambre pour obtenir l'exécution de certains travaux complémentaires au canal Lys-Yperlée.

*DÉCISION : Renvoi à M. le Ministre de l'Agriculture, de l'Industrie et des Travaux publics.*

28.

7024.

Par pétition datée de Seraing, le 16 mars 1892,

Le président et le secrétaire de l'« Union commerciale » du canton de Seraing réclament une enquête, sur le territoire de cette commune, au sujet de la façon dont la loi du 16 août 1887 concernant le paiement du salaire aux ouvriers, est appliquée ou interprétée par l'établissement « les Cristalleries du Val-Saint-Lambert. »

*DÉCISION : Renvoi à M. le Ministre de l'Agriculture, de l'Industrie et des Travaux publics.*

29.

7030.

Par pétition datée de Houdeng-Goegnies, le 20 mars 1892,

Un garde particulier de Houdeng-Goegnies signale des abus commis en matière de chasse et prie la Chambre de reviser la loi concernant cet objet.

*DÉCISION : Renvoi à M. le Ministre de l'Agriculture, de l'Industrie et des Travaux publics.*

30.

7040.

Par pétition datée de Bruxelles, le 23 mars 1892,

Le sieur Godard, à Bruxelles, réclame l'intervention de la Chambre pour obtenir le paiement de l'indemnité qui lui est due du chef de sa participation au recensement de la population bruxelloise.

*DÉCISION : Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur et de l'Instruction publique.*

31.

7043.

Par pétition datée de Bruxelles, le 29 mars 1892,

Des commis-greffiers et des employés des cantons de justice de paix de Bruxelles sollicitent une amélioration de position.

*DÉCISION : Renvoi à M. le Ministre de la Justice.*

Numéros du feuilleton.	Numéros du registre des pétitions.
32.	7044.

Par pétition datée de Malines, le 29 mars 1892,

Le comité et des membres de la société « Hoop en Moed », de Malines, prient la Chambre de s'occuper de la proposition de revision de l'article 23 de la Constitution.

Même pétition du comité et de membres des sociétés « Eendracht maakt Macht », « Weberskring », « Eendracht Vooruit », de Malines.

*DÉCISION : Dépôt sur le bureau de la Chambre pendant la discussion de la revision constitutionnelle.*

33. 7045.

Par pétition datée de Gand, le 28 mars 1892,

Le sieur Van Acker, à Gand, demande : 1° le retrait de l'arrêté du 24 novembre 1830 portant exclusion perpétuelle de la maison d'Orange Nassau de tout pouvoir en Belgique; 2° une union douanière et monétaire entre la Belgique et la Hollande.

*DÉCISION : Dépôt sur le bureau de la Chambre pendant la discussion des projets de revision de la Constitution.*

34. 7046.

Par pétition datée de Bruxelles, le 6 janvier 1892,

Des habitants de Bruxelles et de la banlieue appuient la pétition de la Société royale protectrice des animaux tendant à obtenir l'interdiction absolue des courses ou combats de travaux.

Même demande du comité des dames patronnesses de l'Asile de nuit pour femmes, de Bruxelles; d'habitants de Spa, Anvers, Rebaix, Liège, Mons, Tongres, Louvain et de diverses localités.

*DÉCISION : Renvoi à M. le Ministre de l'Agriculture, de l'Industrie et des Travaux publics.*

